

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 19 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EQIOM Ciments

10 avenue de l'Arche
Colisée Garden
92400 Courbevoie

Références : 0007208221/2025/637

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement EQIOM Ciments implanté Anse Saint Marc 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM Ciments
- Anse Saint Marc 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007208221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est un centre de broyage. L'exploitant réalise les dernières étapes de fabrication du ciment. 90 % des matières premières sont acheminées par voie maritime (Laitier et clinker) et 10 % sont acheminées par camion (autres matières premières). Les produits sont broyés, stockés, puis expédiés par camion.

L'exploitant est autorisé à exploiter les installations par arrêté préfectoral du 12/05/2016. La capacité maximale autorisée pour le broyage est de 6000 kW (rubrique 2515) et la capacité maximale autorisée pour la fabrication de ciment est de 3500 t/j (rubrique 2520).

Eqiom est une filiale française, qui appartient au groupe Irlandais CRH.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe la	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 3.2.4 et 9.2.1.1.	Sans objet
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article Annexe II	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.1.1	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.3.8	Sans objet
6	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.2.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La consommation d'eau du site est strictement inférieure à 10 000 m³/an. Lors d'un prochain porter à connaissance au Préfet, l'exploitant est invité à demander une actualisation de la consommation d'eau, actuellement autorisée à 50 000 m³/an.

La déclaration GEREP doit être réalisée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 3.2.4 et 9.2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3.2.4 - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes [...] : <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin-left: auto;">Conduit n° 1</div>

Conditions de fonctionnement	Broyage et séchage	Broyage seul
Concentration en oxygène de référence	19 %	Teneur mesurée dans les effluents
Poussières	20 mg/m ³	20 mg/m ³
NO _x en équivalent NO ₂	100 mg/m ³	/

Article 9.2.1.1. - Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées

Les mesures portent sur le rejet de la cheminée de l'installation de broyage – séchage

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Débit	En continu	Oui
Température	En continu	Oui
Poussières	En continu	Oui

[...]

Constats :

Par courriel du 02/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport du 22/07/2025 du laboratoire GINGER relatif aux rejets atmosphériques. Les mesures ont été réalisées le 25/06/2025 sur la cheminée du broyeur/sécheur. Les résultats obtenus, avec une concentration en oxygène de référence à 19 %, sont conformes aux valeurs limites d'émission (vitesse d'éjection, teneur en NO_x et poussières). L'inspection a également constaté les mesures en continu au niveau de la cheminée, et le report de ces mesures en salle de commande. Lors de la visite, les mesures sont conformes aux valeurs limites d'émission (3,7 mg/m³ pour la poussière notamment).

Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article Annexe II

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Les valeurs limites et les mesures sont établies en référence à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété	
POINTS DE CONTRÔLES	Période de jour (7h00-22h00) sauf dimanches et jours fériés	Période de nuit (de 6h00 à 7h00)
1	65	60
2	65	60
3	65	60

Constats :

Par courriel du 02/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport acoustique du 04/05/2023 réalisé par Bureau Véritas. Les mesures de bruit ont été réalisées lors du fonctionnement du site, du 27/04/2023 au 28/04/2023, et notamment lors du fonctionnement du broyeur et de la trémie d'extraction. Les résultats de mesure en limite de site et en zone à émergence réglementée sont conformes. L'émergence en zone à émergence réglementée est de 0 dB de jour et 0,5 dB de nuit.

Ces constats n'appellent pas d'observation de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
-------------------------	--------------------------------

	Réseau public	50 000 m ³
Constats : L'inspection a constaté la présence de 3 compteurs d'eau (compteur du réseau d'eaux industrielles, compteur du réseau d'eau incendie et compteur du réseau d'eau de ville). L'eau industrielle est utilisée pour le broyeur puis est rejetée à l'atmosphère sous forme de vapeur d'eau. Les consommations d'eau sont très inférieures à la consommation maximale autorisée de 50 000 m ³ /an. Les consommations d'eau sont inférieures à 6 200 m ³ /an de 2019 à 2025, et sont donc strictement inférieures à 10 000 m ³ /an.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, lors d'un prochain porter à connaissance au Préfet, de solliciter une actualisation de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.3.8									
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux									
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci- dessous définies. [...]									
<table> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentrations instantanées sur prélèvement ponctuel (mg/l)</th></tr> <tr> <td>DCO</td><td>125</td></tr> <tr> <td>MEST</td><td>35</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr> </table>	Paramètres	Concentrations instantanées sur prélèvement ponctuel (mg/l)	DCO	125	MEST	35	Hydrocarbures totaux	10	
Paramètres	Concentrations instantanées sur prélèvement ponctuel (mg/l)								
DCO	125								
MEST	35								
Hydrocarbures totaux	10								
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté la gestion des eaux du site. Le pH est mesuré en continu et un traitement avec de l'acide est réalisé si besoin. Les eaux du parking sont traitées par un séparateur hydrocarbure. Les eaux issues des stockages extérieurs chargées en matières en suspension (MES) sont traitées par décantation. Les eaux rejetées à l'extérieur du site ont pour exutoire un bassin du port puis l'océan. Par courriel du 02/12/2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de la qualité des rejets d'eaux réalisé le 09/07/2025 par GINGER. Les résultats de mesure de DCO, MEST et Hydrocarbures totaux sont conformes. Ces résultats n'appellent pas d'observations de l'inspection.									

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe Ia
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Prescription contrôlée : Article 4 I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après [...] Annexe I a [...] Établissements exerçant une des activités listées ci-dessous : - installations classées soumises à autorisation ou enregistrement, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...]
Constats : L'inspection constate l'absence de déclarations GEREP. L'exploitant précise lors de la visite qu'il n'a pas de codes d'accès à GEREP. Par courriel du 11/12/2025, l'inspection a transmis à l'exploitant le mode opératoire pour accéder au portail GEREP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder à la déclaration GEREP, chaque année avant le 31 mars, tel que prévu par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2016, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a demandé d'actionner la vanne d'isolement des eaux d'extinction incendie. L'inspection a constaté une vanne en état de marche. Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite